Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Municipalité de Sainte-Barbe | 69065 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Chantal Girouard, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Sainte-Barbe pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date 28 avril 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants 1
État consolidé des résultats 5
État consolidé de la situation financière 6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) 7
État consolidé des flux de trésorerie 8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés 9
Renseignements complémentaires consolidés
- Informations sectorielles consolidées
  - Résultats détaillés par organismes 30
  - Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes 31
  - Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes 32
  - Situation financière par organismes 33
- Charges par objets 34
- Excédent (déficit) accumulé 35
- Avantages sociaux futurs 39

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés 46
Analyse des charges consolidées 58

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Municipalité de Sainte-Barbe**

Opinion avec réserves

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **Municipalité de Sainte-Barbe** et de son organisme contrôlé et partenariat (« le groupe »), qui comprennent l'état de la situation financière consolidé au 31 décembre 2024, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (les « états financiers »).

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles des problèmes décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Municipalité de Sainte-Barbe** au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserves

Dans le cadre de l'application au 1er janvier 2023 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, la municipalité et la Régie intermunicipale de la patinoire de Huntingdon (la «régie») n'ont pas évalué ni comptabilisé, au 31 décembre 2024, un passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations. La municipalité et la régie n'ont pas obtenu les informations concernant le coût de désamiantage et le risque de présence d'amiante devant être utilisés pour calculer le passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats en ce qui concerne le montant qui aurait dû être comptabilisé et les informations à fournir sur les obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés comme passif, aux informations fournies dans les états financiers consolidés, aux charges ou à d'autres postes des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers consolidés de l'exercice considéré.

De plus, les états financiers du groupe englobent les opérations financières de la municipalité et celles de la régie. Ainsi, les comptes de la municipalité et de la régie sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part de 8,94 % revenant à la municipalité. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les opérations financières de la régie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, les éléments pertinents de la documentation des travaux d'audit sur les informations financières de la composante n'étant pas disponibles. Par conséquent, nous n'avons pu déterminer si des ajustements auraient dû être apportés aux produits, aux charges, aux actifs, aux passifs, à l'excédent de l'exercice et à l'excédent accumulé.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

« Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserves.

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Municipalité de Sainte-Barbe** inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO S.E.N.C.R.L.
Vaudreuil-Dorion, le 28 avril 2025
1 Par CPA auditrice, permis de comptabilité publique no. A116447

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023 Redressé note 24
Revenus				
Taxes	1	3 513 849	3 566 367	3 278 402
Compensations tenant lieu de taxes	2		106	106
Quotes-parts	3			
Transferts	4	4 503 922	2 372 084	1 418 498
Services rendus	5	115 905	117 664	112 460
Imposition de droits	6	165 090	328 165	212 245
Amendes et pénalités	7		2 188	2 053
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	35 000	53 439	116 941
Autres revenus	10	74 000	411	563 148
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	8 407 766	6 440 424	5 703 853
Charges				
Administration générale	14	1 011 059	1 029 207	940 404
Sécurité publique	15	696 670	801 034	687 161
Transport	16	700 305	610 918	626 525
Hygiène du milieu	17	1 572 126	1 544 416	1 476 346
Santé et bien-être	18	5 679	5 089	7 335
Aménagement, urbanisme et développement	19	244 142	276 017	288 642
Loisirs et culture	20	369 221	354 026	343 143
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	800 543	783 839	790 763
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	5 399 745	5 404 546	5 160 319
Excédent (déficit) lié aux activités	25	3 008 021	1 035 878	543 534
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		28 924 168	28 379 872
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		(7 036)	(6 274)
Solde redressé	28		28 917 132	28 373 598
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		29 953 010	28 917 132

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023 Redressé note 24
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	733 650	631 111
Débiteurs (note 5)	2	17 368 657	17 313 300
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	18 102 307	17 944 411
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	1 304 852	134
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	849 212	384 611
Revenus reportés (note 11)	12	288 181	343 760
Dette à long terme (note 12)	13	19 402 560	20 693 042
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	21 844 805	21 421 547
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(3 742 498)	(3 477 136)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	33 634 196	32 353 066
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	44 193	23 316
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	17 119	17 886
	23	33 695 508	32 394 268
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	29 953 010	28 917 132
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	29 953 010	28 917 132
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	29 953 010	28 917 132

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023 Redressé note 24
Excédent (déficit) lié aux activités	1	3 008 021	1 035 878	543 534
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	(5 716 083)	(2 437 530)	(1 466 900)
Produit de cession	3			5 600
Amortissement	4	1 128 457	1 156 253	1 152 500
(Gain) perte sur cession	5			2 832
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(4 587 626)	(1 281 277)	(305 968)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(20 877)	(2 563)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		767	(3 298)
	13		(20 110)	(5 861)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		147	(147)
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(1 579 605)	(265 362)	231 558
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(3 469 740)	(3 702 420)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		(7 396)	(6 274)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(3 477 136)	(3 708 694)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(3 742 498)	(3 477 136)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises.*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023 Redressé note 24
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 035 878	543 534
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	1 156 253	1 152 500
Autres			
▪ Gain/perte sur disposition	3.1		2 832
▪ Redressements	3.2	147	(147)
	4	2 192 278	1 698 719
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(55 357)	811 135
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	464 601	51 508
Revenus reportés	8	(55 579)	163 361
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(20 877)	(2 563)
Autres actifs non financiers	12	767	(3 298)
	13	2 525 833	2 718 862
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(2 437 530)	(1 466 900)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		5 600
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(2 437 530)	(1 461 300)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	( )	( )
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	( )	( )
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	1 434 800	14 942 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(2 778 406)	(16 472 221)
Variation nette des emprunts temporaires	26	1 304 718	134
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	53 124	(174 701)
Autres			
▪	28.1		
	29	14 236	(1 704 788)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	102 539	(447 226)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	631 367	1 084 611
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32	(256)	(6 274)
Solde redressé	33	631 111	1 078 337
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	733 650	631 111

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Sainte-Barbe est un organisme municipal constitué et régi en vertu du Code Municipal du Québec (L.R.Q., c.C-27.1) et ses amendements. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la municipalité englobe les opérations financières de l'organisme qui est sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La municipalité participe au partenariat de la Régie intermunicipale de la patinoire de Huntingdon.

Les comptes de la municipalité et de l'organisme compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la municipalité dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la municipalité et sont combinés ligne par ligne. Les opérations et les soldes interorganismes sont ensuite éliminés.

La municipalité ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise commerciale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression «Administration municipale» utilisée réfère à la Municipalité de Sainte-Barbe excluant l'organisme qu'elle contrôle.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le taux de participation de la municipalité dans les opérations de la Régie intermunicipale de la patinoire de Huntingdon pour l'exercice est de 8.94 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 8.16 % en début d'exercice à 8.31 % à la fin de l'exercice.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la durée d'utilité des immobilisations.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et sont constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel* de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

La municipalité comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures	- 10,15,20 et 40 ans
Bâtiments	- 15 et 40 ans
Véhicules	- 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	- 5, 10 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	- 5, 10 et 20 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût, établi selon la méthode de l'épuisement successif pour la municipalité et selon la méthode du coût moyen pour l'organisme contrôlé, et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actif dans les états financiers consolidés.

F) Revenus

Revenus autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert

Les revenus, autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert, sont constatés lorsque l'opération ou l'événement s'est produit, que l'entité s'attend à en obtenir les avantages économiques futurs et de façon distincte s'il s'agit d'une opération avec ou sans contrepartie (avec ou sans obligation de prestation). Une opération avec contrepartie est une opération dans le cadre de laquelle des biens ou des services sont fournis à un payeur en échange d'une valeur. Dans le cas contraire, une opération sans contrepartie est une opération ou un événement qui n'implique pas de transmission directe de biens ou de services au payeur tels que l'imposition d'une amende ou d'une contravention.

Les revenus d'une opération avec contrepartie sont constatés lorsque l'entité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou services promis au payeur. Pour les opérations avec contrepartie, l'entité doit identifier si l'opération comprend plusieurs services et biens distincts. Chaque bien ou service distinct s'accompagne d'une obligation de prestation à traiter séparément où le prix de transaction sera réparti sur l'ensemble des biens et services distincts de l'opération.

Les revenus d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque l'entité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'une opération ou un événement passé est à l'origine d'un actif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Recettes fiscales

Les recettes fiscales sont comptabilisées de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception.
- Les ajustements de revenus de taxes à la suite de l'entrée en service de modifications apportées à des immeubles ou de nouveaux immeubles sont constatés à partir des certificats émis par l'évaluateur qui ont un effet rétroactif sur l'exercice.
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime de retraite des employés municipaux (RREMQ) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

I) Instruments financiers

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation et des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — Revenus (chapitre SP 3400)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du chapitre SP 3400, *Revenus*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Le chapitre SP 3400 comprend des exigences relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des revenus courants dans le secteur public, notamment par une distinction entre les opérations comportant des obligations de prestations de celles qui n'en comportent aucune. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur la présentation des sources et des types de revenus importants ainsi qu'une description de la façon dont chacun des types de revenus est comptabilisé.

Les effets sur les états financiers de l'organisme municipal portent principalement sur les revenus d'imposition de droits autres que les droits de mutation immobilière, sur les services rendus, sur les amendes et pénalités ainsi que sur les autres revenus.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	733 109	353 160
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	541	277 951
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	733 650	631 111
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	( )	( )
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	733 650	631 111
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	733 650	631 111
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	1 307 600	14 942 000

Note

Le placement à court terme est composé du compte bancaire Avantage entreprise. Ce compte porte intérêt au taux de 2.40 % au 31 décembre 2024.

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	221 659	202 704
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	16 201 643	16 496 861
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	886 540	509 417
Organismes municipaux	13	16 456	18 579
Autres			
▪ Autres	14.1	8 536	26 406
▪ Droits de mutation	14.2	33 823	59 333
	15	17 368 657	17 313 300
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	14 334 511	15 604 839
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	14 334 511	15 604 839
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	15 652 040	15 886 686
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	419 592	495 422
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	130 011	114 753
	27	16 201 643	16 496 861

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note

Les montants des débiteurs du gouvernement du Québec et ses entreprises affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à taux variant de 2,24 % à 4,56 % (2023 - 2,24 % à 4,56 %). Ils viennent à échéance à différentes dates entre 2029 et 2039 (2023 – 2029 et 2039).

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note

9. Emprunts temporaires

La municipalité a autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit de 800 000 $ au taux préférentiel (5.45% au 31 décembre 2024). Au 31 décembre 2024, le solde non utilisé de cette marge de crédit est de 800 000 $.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La municipalité a également autorisé auprès d'une institution financière un prêt à terme temporaire de 1 749 000$ au taux préférentiel (5.45% au 31 décembre 2024). Au 31 décembre 2024, le solde non utilisé de ce prêt à terme est de 448 389 $.

La Régie intermunicipale de la patinoire de Huntingdon dispose d'une marge de crédit d'une limite de crédit de 50 000 $ et d'une carte de crédit d'une limite de crédit de 5 000 $. Toutes deux portent intérêt au taux de 10,45 %. Au 31 décembre 2024, les soldes non utilisés étaient respectivement de 4 489 $ et de 3060 $, soit des quotes-parts revenant à la municipalité de 437 $ et 274 $.

10. Créditeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	467 572	167 398
Salaires et avantages sociaux	44	6 691	16 738
Dépôts et retenues de garantie	45	181 958	25 762
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus sur la dette	47.1	87 576	88 088
▪ Autres courus et passifs	47.2	75 387	86 625
▪ Organismes municipaux	47.3	13 215	
▪ Gouvernement du Québec	47.4	16 813	
	48	849 212	384 611

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	1 303	1 071
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ PIQM	54.1	5 899	33 278
▪ FRR - Volet 4	54.2	150 000	150 000
▪ Recyc-Québec	54.3		50 000
▪ MCC - Bibliothèque	54.4	12 370	
▪ AIRRL et RIRL	54.5		20 065
▪ Développement Social Canada	54.6	17 238	
▪ Ville de Valleyfield	54.7	17 525	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	83 362	83 834
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Location de glace	62.1	484	5 512
	63	288 181	343 760

Note

Les paiements de transfert comptabilisés à titre de revenus reportés totalisent 203 032 $ (2023 – 253 343 $). Ils sont constitués de sommes reçues des gouvernements ou d'organismes gouvernementaux dans le cadre de différents programmes de subvention se rapportant principalement à l'écocentre, à la bibliothèque et au développement social ainsi qu'à des travaux afférents à des bâtiments. Les sommes seront constatées à titre de revenus lorsque l'organisme respectera les stipulations prévues aux ententes ou réalisera les travaux déterminés, selon des échéances établies.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

		Taux d'intérêt		Échéance				
		de	à	de	à		2024	2023
Obligations et billets en monnaie canadienne		0,50	4,95	2026	2047	64	19 566 994	20 910 600
Obligations et billets en monnaies étrangères						65		
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises						66		
Organismes municipaux						67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition						68		
Autres						69		
						70	19 566 994	20 910 600
Frais reportés liés à la dette à long terme						71	(164 434)	(217 558)
						72	19 402 560	20 693 042

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		1 521 771			1 521 771
2026	74		1 585 763			1 585 763
2027	75		1 641 554			1 641 554
2028	76		1 711 637			1 711 637
2029	77		1 784 454			1 784 454
2030 et plus	78		11 321 815			11 321 815
	79		19 566 994			19 566 994
Intérêts et frais accessoires	80			( )		( )
	81		19 566 994			19 566 994

Note

Les montants de versements estimatifs excluent le montant des refinancements dans l'année où ils doivent survenir.

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices incluent des refinancements aux échéances suivantes :

2025 : 2 659 000 $
2026 : 156 600 $
2027 : 897 900 $
2028 : 8 980 000 $
2029 : 1 104 000 $

Lors du refinancement, l'organisme rembourse le solde au prêteur pour ensuite contracter une nouvelle dette à long terme d'un montant équivalent ou moindre.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87	29 750	25 857
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89	20 516	16 509
	90	50 266	42 366

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92		
Autres			
▪	93.1		
	94		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95		
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	( )( )	
Charge de désactualisation[1]	98		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	12 356 275			12 356 275
Eaux usées	102	17 131 924		11 134	17 120 790
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	4 259 355	385 970	139 597	4 505 728
Autres					
▪ Autres	104.1	813 484	241 086		1 054 570
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	3 731 517		147	3 731 370
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	1 200 752	156 671		1 357 423
Ameublement et équipement de bureau	109	138 530		41 887	96 643
Machinerie, outillage et équipement divers	110	494 406	60 164	30 586	523 984
Terrains	111	388 316			388 316
Autres	112				
	113	40 514 559	843 891	223 351	41 135 099
Immobilisations en cours	114	1 545 607	1 593 639		3 139 246
	115	42 060 166	2 437 530	223 351	44 274 345
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	2 437 560	308 907		2 746 467
Eaux usées	117	3 345 459	428 020	12 966	3 760 513
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	1 439 583	167 820	139 597	1 467 806
Autres					
▪ Autres	119.1	298 465	43 914	(1 832)	344 211
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	1 066 261	88 714		1 154 975
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	855 009	50 200		905 209
Ameublement et équipement de bureau	124	89 658	17 527	41 887	65 298
Machinerie, outillage et équipement divers	125	175 105	51 151	30 586	195 670
Autres	126				
	127	9 707 100	1 156 253	223 204	10 640 149
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	32 353 066			33 634 196
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134		
	135		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137		

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Assurances	143.1	17 119	17 886
Autres			
▪	144.1		
	145	17 119	17 886

Note

19. Obligations contractuelles

En vertu d'obligations contractuelles qui concernent principalement des contrats relatifs à l'enlèvement et le transport de matières résiduelles et au déneigement, la municipalité s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 365 587 $. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit:

2025	365 587 $

20. Droits contractuels

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 1 561 750 $ à la municipalité pour la réalisation de travaux admissibles. La municipalité doit également investir 901 444 $ dans ces travaux. À la date des états financiers, un montant de 748 735 $ a été comptabilisé à titre de revenu et un solde de 813 015 $ de subvention demeure disponible pour des travaux futurs.

Des subventions pour le remboursement des intérêts sur les dettes à long terme totalisant 3 933 969 $ seront reçues selon des échéanciers s'échelonnant jusqu'en 2039. Les versements à recevoir au cours des cinq prochains exercices s'établissent comme suit:

2025	643 796 $
2026	592 721 $
2027	539 488 $
2028	484 003 $
2029	426 166 $

Régie intermunicipale de la patinoire de Huntingdon

La Régie intermunicipale de la patinoire de Huntingdon a signé une entente avec Promutuel Haut-Saint-Laurent selon laquelle Promutuel s'est engagé à verser 200 000 $ sur 20 ans. Au cours des années précédentes, la régie a reçu une somme de 135 000 $. Une somme de 10 000 $ est à recevoir au 31 décembre 2024 et une somme de 55 000 $ sera reçue au cours des années subséquentes à raison de 10 000 $ par année.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description		Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2024	Solde des cautionnements 2023
Emprunts temporaires				
▪	146.1			
	147			
Dettes à long terme				
▪	148.1			
	149			
	150			

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Au 31 décembre 2024, une réclamation de 310 000$ est en cours contre la municipalité. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ce dossier juridique. Advenant un accueil favorable de cette réclamation, la charge en résultant serait imputée à l'exercice alors en cours.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

Les états financiers de la Régie de la patinoire de Huntingdon ont été redressés au 1er janvier 2023. La quote-part revenant à la municipalité dans ces redressements s'établit de la façon suivante:

Trésorerie	(256) $
Débiteurs	251
Immobilisations	213
Emprunt temporaire	(134)
Fournisseurs	(1 745)
Revenus reportés	(5 512)
Excédents	6 421
Revenus	(634)
Charges	1 396

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par l'organisme contrôlé, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités) et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs représentant des actifs financiers, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Non en souffrance	16 942 848	16 953 492
En souffrance :		
de 30 à 60 jours	13 059	527
de 60 à 90 jours	267	(112)
plus de 90 jours	3 869	16 875
	16 960 043	16 970 782
Moins la provision pour créances douteuses	(0)	(0)
	16 960 043	16 970 782

La municipalité est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

2024	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt temporaire	1 304 852	–	–	–	1 304 852
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	768 905	–	–	–	768 905
Intérêts courus à payer	87 576	–	–	–	87 576
Dettes	1 521 771	4 938 954	3 680 869	9 425 400	19 566 994
	3 683 104	4 938 954	3 680 869	9 425 400	21 728 327

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2023	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	134	–	–	–	134
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	278 590	–	–	–	278 590
Intérêts courus à payer	88 088	–	–	–	88 088
Dettes	1 471 169	4 765 618	3 540 613	11 133 200	20 910 600
	1 837 981	4 765 618	3 540 613	11 133 200	21 277 412

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'organisme municipal est exposé à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à se risque.

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent régulièrement.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

31 décembre 2024			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	–	541	541
Débiteurs	14 334 511	–	14 334 511
Emprunts temporaires	4 241	1 300 611	1 304 852
Dettes	19 566 994	_	19 566 994

31 décembre 2023			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	_	277 951	277 951
Débiteurs	15 604 839	_	15 604 839
Emprunts temporaires	134	_	134
Dettes	20 910 600	_	20 910 600

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 65 368 $ l'excédent annuel lié aux activités de 2024 (50 279 $ en 2023).

26. Oeuvre d'art

La municipalité détient, à titre d'œuvre d'art, un tableau intitulé ‘’Tremblements des jours amoncelés'' de Lili Richard. Ce tableau est installé à la bibliothèque municipale et a été acquis dans le cadre de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

27. Données comparatives

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées ou regroupées.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	3 278 402	3 513 849	3 566 367			3 566 367
Compensations tenant lieu de taxes	2	106		106			106
Quotes-parts	3					13 245	
Transferts	4	940 655	940 090	1 048 175			1 048 175
Services rendus	5	87 197	87 077	93 890		23 774	117 664
Imposition de droits	6	212 245	165 090	328 165			328 165
Amendes et pénalités	7	2 053		2 188			2 188
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	116 941	35 000	53 439			53 439
Autres revenus	10	401		411			411
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	4 638 000	4 741 106	5 092 741		37 019	5 116 515
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14					4 469	
Transferts	15	477 843	3 563 832	1 323 909			1 323 909
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	562 747					
Autres	18		74 000				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	1 040 590	3 637 832	1 323 909		4 469	1 323 909
	22	5 678 590	8 378 938	6 416 650		41 488	6 440 424
Charges							
Administration générale	23	925 154	997 649	1 013 344	15 863		1 029 207
Sécurité publique	24	574 897	574 638	678 909	122 125		801 034
Transport	25	432 517	528 145	426 090	184 828		610 918
Hygiène du milieu	26	728 393	824 666	796 956	747 460		1 544 416
Santé et bien-être	27	7 335	5 679	5 089			5 089
Aménagement, urbanisme et développement	28	288 642	244 142	276 017			276 017
Loisirs et culture	29	242 418	268 785	245 609	78 400	47 731	354 026
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	789 015	798 756	782 178		1 661	783 839
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	1 137 200	1 128 457	1 148 676	(1 148 676)		
	34	5 125 571	5 370 917	5 372 868		49 392	5 404 546
Excédent (déficit) lié aux activités	35	553 019	3 008 021	1 043 782		(7 904)	1 035 878

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Excédent (déficit) lié aux activités	1	553 019	3 008 021	1 043 782	(7 904)	1 035 878
Moins : revenus d'investissement	2	(1 040 590)	(3 637 832)	(1 323 909)	(4 469)	(1 323 909)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(487 571)	(629 811)	(280 127)	(12 373)	(288 031)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	1 137 200	1 128 457	1 148 676	7 577	1 156 253
Produit de cession	5	5 600				
(Gain) perte sur cession	6	2 832				
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	1 145 632	1 128 457	1 148 676	7 577	1 156 253
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(357 907)	(294 842)	(245 844)	(6 606)	(252 450)
	18	(357 907)	(294 842)	(245 844)	(6 606)	(252 450)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(62 754)	(160 000)	(320 951)	(1 764)	(322 715)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	1 507				
Excédent de fonctionnement affecté	21	105 256	7 048	162 697		162 697
Réserves financières et fonds réservés	22	(55 722)	(50 852)	(52 605)		(52 605)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(11 713)	(203 804)	(210 859)	(1 764)	(212 623)
	26	776 012	629 811	691 973	(793)	691 180
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	288 441		411 846	(13 166)	403 149

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1	1 040 590	1 323 909	4 469	1 323 909
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2	(32 494)	(78 379)	( )	(78 379)
Sécurité publique	3	(244 411)	(143 695)	( )	(143 695)
Transport	4	(379 408)	(26 362)	( )	(26 362)
Hygiène du milieu	5	(623 507)	(461 328)	( )	(461 328)
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )	( )	( )
Loisirs et culture	8	(182 739)	(1 721 533)	(6 233)	(1 727 766)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	( )	( )	( )	( )
	11	(1 462 559)	(2 431 297)	(6 233)	(2 437 530)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12	( )	( )	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13	( )	( )	( )	( )
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14		127 200		127 200
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	62 754	320 951	1 764	322 715
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16		136 677		136 677
Excédent de fonctionnement affecté	17	48 099	82 651		82 651
Réserves financières et fonds réservés	18	8 763	122 986		122 986
	19	119 616	663 265	1 764	665 029
	20	(1 342 943)	(1 640 832)	(4 469)	(1 645 301)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(302 353)	(316 923)		(321 392)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	625 220	731 128	2 522	733 650
Débiteurs (note 5)	2	17 303 722	17 376 327	10 491	17 368 657
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	17 928 942	18 107 455	13 013	18 102 307
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10		1 300 611	4 241	1 304 852
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	380 469	851 643	10 814	849 212
Revenus reportés (note 11)	12	338 248	287 697	5 400	288 181
Dette à long terme (note 12)	13	20 626 542	19 342 666	59 894	19 402 560
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	21 345 259	21 782 617	80 349	21 844 805
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(3 416 317)	(3 675 162)	(67 336)	(3 742 498)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	32 209 047	33 491 668	142 528	33 634 196
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	21 342	42 115	2 078	44 193
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	17 886	17 119		17 119
	23	32 248 275	33 550 902	144 606	33 695 508
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	158 008	382 315	(5 820)	376 495
Excédent de fonctionnement affecté	25	1 582 836	1 388 350		1 388 350
Réserves financières et fonds réservés	26	202 405	132 024	456	132 480
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	( )	( )	( )	( )
Financement des investissements en cours	28	(81 077)	(398 000)		(398 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	26 969 786	28 371 051	82 634	28 453 685
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	28 831 958	29 875 740	77 270	29 953 010

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023 Redressé note 24
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	836 248	945 640	958 200	829 531
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	158 078	175 486	177 198	150 603
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	2 072 293	1 941 774	1 967 656	1 906 286
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	43 160	62 952	64 613	42 679
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	755 596	719 226	719 226	748 084
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13				
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	311 000	316 069	298 355	267 970
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	40 685	36 925	36 925	40 365
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	1 128 457	1 148 676	1 156 253	1 152 500
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Divers	21.1	25 400	26 120	26 120	22 301
	22	5 370 917	5 372 868	5 404 546	5 160 319

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	376 495	165 230
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 388 350	1 582 836
Réserves financières et fonds réservés	3	132 480	202 858
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( )	(3 323)
Financement des investissements en cours	5	(398 000)	(81 077)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	28 453 685	27 050 608
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	29 953 010	28 917 132
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	382 315	158 008
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	(5 820)	7 222
	11	376 495	165 230
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget suivant	12.1		7 048
▪ Aqueduc	12.2	134 866	136 592
▪ Écocentre + Aménagement	12.3	618 000	618 000
▪ Membranes	12.4	105 000	91 000
▪ Vidanges des étangs	12.5	113 500	92 000
▪ Égout	12.6	129 869	101 253
▪ CPE Cadet Rousselle	12.7	185 000	185 000
▪ Autres	12.8	102 115	351 943
	13	1 388 350	1 582 836
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
▪	14.1		
	15		
	16	1 388 350	1 582 836

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	54 122	122 985
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	52 902	54 420
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26	456	453
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	25 000	25 000
Autres			
▪	30.1		
	31	132 480	202 858
	32	132 480	202 858

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35	( )	( )
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36	( )	( )
Autres	37	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	( )	( )
	39	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	40	( )	( )
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	( )	( )
Autres			
▪	43.1	( )	( )
	44	( )	( )
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	46	( )	( )
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	48	( )	( )
Autres			
▪	49.1	( )	( )
	50	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51	( )	( )
Mesure relative à la COVID-19	52	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	53	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54	( )	( )
Autres			
▪	55.1	( )	(3 323)
	56	( )	(3 323)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62		
	63	( )	(3 323)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64		33 202
Investissements à financer	65	(398 000)	(114 279)
	66	(398 000)	(81 077)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	33 634 196	32 353 066
Propriétés destinées à la revente	68		
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	33 634 196	32 353 066
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	33 634 196	32 353 066
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75	(19 402 560)	(20 693 042)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76	(164 434)	(217 558)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	14 386 483	15 604 839
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78		3 303
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80	(5 180 511)	(5 302 458)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81	( )	( )
	82	(5 180 511)	(5 302 458)
	83	28 453 685	27 050 608

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104	1

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité offre à ses employés permanents de participer à un régime de retraite pour 5 % de leur rémunération de l'exercice précédent. La dépense ainsi encourus par la municipalité est imputée à la fonction municipale où œuvre l'employé.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	29 750	25 857
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110	29 750	25 857

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	

Description des régimes et autres renseignements

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	7

Description du régime

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	4 087	4 296
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	18 240	14 477
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	2 276	2 032
	121	20 516	16 509

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	2 531 135	2 571 152	2 571 152	2 240 152
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	40 674	38 851	38 851	36 430
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	2 571 809	2 610 003	2 610 003	2 276 582
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	221 527	230 306	230 306	281 730
Égout	13	133 651	138 907	138 907	167 692
Traitement des eaux usées	14				
Matières résiduelles	15	166 256	171 463	171 463	166 148
Autres					
▪ Roulottes	16.1	6 804	6 804	6 804	7 056
▪ Cours d'eau / faucardage canaux	16.2	43 000	22 698	22 698	21 761
▪ Matières compostables	16.3	71 870	75 224	75 224	31 021
Centres d'urgence 9-1-1	17	7 000	9 440	9 440	7 622
Service de la dette	18	291 932	301 522	301 522	318 790
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	942 040	956 364	956 364	1 001 820
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	942 040	956 364	956 364	1 001 820
	27	3 513 849	3 566 367	3 566 367	3 278 402

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28		106	106	106
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29				
Compensations pour les terres publiques	30				
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	31				
Cégeps et universités	32				
Écoles primaires et secondaires	33				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34				
	35		106	106	106
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	36				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	37				
Taxes d'affaires	38				
	39				
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	40				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	41				
	42				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43				
Autres	44				
	45				
	46		106	106	106

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	47				
Sécurité publique					
Police	48				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	49				
Autres	50	32 938	38 251	38 251	34 162
Sécurité civile	51				
Autres	52				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	53	68 377	69 155	69 155	64 238
Enlèvement de la neige	54				
Autres	55				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	56				
Transport adapté	57				
Transport scolaire	58				
Autres	59				
Transport aérien	60				
Transport par eau	61				
Autres	62				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	88 406	117 433	117 433	87 688
Réseau de distribution de l'eau potable	64	195 050	183 637	183 637	193 465
Traitement des eaux usées	65	106 857	100 604	100 604	105 989
Réseaux d'égout	66	278 968	262 645	262 645	276 702
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	67	5 000	20 075	20 075	14 349
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	68				
Tri et conditionnement	69				
Autres	70		48 087	48 087	
Autres	71				
Cours d'eau	72				
Protection de l'environnement	73				
Autres	74				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	75				
Autres	76				
Sécurité du revenu	77				
Autres	78				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	79				
Rénovation urbaine	80				
Promotion et développement économique	81				
Autres	82				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	83	5 000	33 887	33 887	53 407
Activités culturelles					
Bibliothèques	84				
Autres	85				
Réseau d'électricité	86				
	87	780 596	873 774	873 774	830 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	88				24 525
Sécurité publique					
Police	89				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	90				
Autres	91				
Sécurité civile	92				
Autres	93				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	94	900 468			258 305
Enlèvement de la neige	95				
Autres	96				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	97				
Transport adapté	98				
Transport scolaire	99				
Autres	100				
Transport aérien	101				
Transport par eau	102				
Autres	103				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104				
Réseau de distribution de l'eau potable	105				
Traitement des eaux usées	106		(18 094)	(18 094)	18 094
Réseaux d'égout	107				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	108				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	109				
Tri et conditionnement	110				
Autres	111	710 000	10 145	10 145	
Autres	112				
Cours d'eau	113				
Protection de l'environnement	114				
Autres	115				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	116				
Autres	117				
Sécurité du revenu	118				
Autres	119				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	120				
Rénovation urbaine	121				
Promotion et développement économique	122				
Autres	123				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	124	1 953 364	1 331 858	1 331 858	176 919
Activités culturelles					
Bibliothèques	125				
Autres	126				
Réseau d'électricité	127				
	128	3 563 832	1 323 909	1 323 909	477 843

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129				
Péréquation	130				
Neutralité	131				
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132		7 117	7 117	13 074
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	71 385	71 722	71 722	71 385
Fonds de développement des territoires	134				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	88 109	88 109	88 109	26 196
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137				
Autres	138		7 453	7 453	
	139	159 494	174 401	174 401	110 655
TOTAL DES TRANSFERTS	140	4 503 922	2 372 084	2 372 084	1 418 498

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	141				
Évaluation	142				
Autres	143				
	144				
Sécurité publique					
Police	145				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	146				
Autres	147				1 575
Sécurité civile	148				
Autres	149				
	150				1 575
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	151	1 200	1 379	1 379	1 360
Enlèvement de la neige	152	7 000	8 939	8 939	11 175
Autres	153				
Transport collectif	154				
Autres	155				
	156	8 200	10 318	10 318	12 535
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	125	217	217	180
Réseau de distribution de l'eau potable	158				
Traitement des eaux usées	159	275	476	476	437
Réseaux d'égout	160				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	161				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	162				
Tri et conditionnement	163				
Autres	164	22 000	459	459	
Autres	165				
Cours d'eau	166				
Protection de l'environnement	167				
Autres	168				
	169	22 400	1 152	1 152	617

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	170				
Autres	171				
Autres	172				
	173				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	174				
Rénovation urbaine	175				
Promotion et développement économique	176				
Autres	177				
	178				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	179				24 629
Activités culturelles					
Bibliothèques	180				
Autres	181				
	182				24 629
Réseau d'électricité	183				
	184	30 600	11 470	11 470	39 356

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	185				
Évaluation	186				
Autres	187	700	5 243	5 243	15 204
	188	700	5 243	5 243	15 204
Sécurité publique					
Police	189				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	190				
Autres	191	5 000	10 187	10 187	2 116
Sécurité civile	192				
Autres	193				
	194	5 000	10 187	10 187	2 116
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	195				
Enlèvement de la neige	196				
Autres	197				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	198				
Transport adapté	199				
Transport scolaire	200				
Autres	201				
Autres	202				
	203				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204				
Réseau de distribution de l'eau potable	205				
Traitement des eaux usées	206	3 200	6 814	6 814	7 002
Réseaux d'égout	207	10 000	21 659	21 659	12 677
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	208				
Matières recyclables	209	3 577	980	980	890
Autres	210				
Cours d'eau	211				
Protection de l'environnement	212				
Autres	213				
	214	16 777	29 453	29 453	20 569

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	215				
Autres	216				
Sécurité du revenu	217				
Autres	218				
	219				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	220				
Rénovation urbaine	221				
Promotion et développement économique	222				
Autres	223				
	224				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	225	34 000	37 537	61 311	35 215
Activités culturelles					
Bibliothèques	226				
Autres	227				
	228	34 000	37 537	61 311	35 215
Réseau d'électricité	229				
	230	56 477	82 420	106 194	73 104
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	87 077	93 890	117 664	112 460

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	232	25 090	18 500	18 500	28 140
Droits de mutation immobilière	233	140 000	309 665	309 665	184 105
Droits sur les carrières et sablières	234				
Autres	235				
	236	165 090	328 165	328 165	212 245
AMENDES ET PÉNALITÉS	237		2 188	2 188	2 053
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	238				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	35 000	53 439	53 439	116 941
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240				(2 832)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243				
Contributions des promoteurs	244				562 747
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245				
Contributions des organismes municipaux	246				
Autres contributions	247				
Redevances réglementaires	248				
Autres	249	74 000	411	411	3 233
	250	74 000	411	411	563 148
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	167 542	173 341		173 341	173 341	162 997
Greffe et application de la loi	2		28		28	28	530
Gestion financière et administrative	3	544 358	556 406	15 863	572 269	572 269	519 222
Évaluation	4	48 597	51 443		51 443	51 443	47 025
Gestion du personnel	5	50 300	18 164		18 164	18 164	26 346
Autres							
▪ Autres	6.1	186 852	213 962		213 962	213 962	184 284
	7	997 649	1 013 344	15 863	1 029 207	1 029 207	940 404
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	248 492	251 201		251 201	251 201	237 283
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9	3 000	19 153		19 153	19 153	5 128
Autres	10	318 346	405 828	122 125	527 953	527 953	441 550
Sécurité civile	11						
Autres	12	4 800	2 727		2 727	2 727	3 200
	13	574 638	678 909	122 125	801 034	801 034	687 161
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	243 897	170 904	180 023	350 927	350 927	351 771
Enlèvement de la neige	15	215 107	196 787	388	197 175	197 175	198 858
Éclairage des rues	16	12 000	10 713	2 749	13 462	13 462	14 080
Circulation et stationnement	17	12 000	2 341	1 668	4 009	4 009	17 058
Transport collectif							
Transport en commun	18	45 141	45 345		45 345	45 345	44 758
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	528 145	426 090	184 828	610 918	610 918	626 525

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	229 539	275 275	98 095	373 370	373 370	373 404
Réseau de distribution de l'eau potable	24	7 300		216 264	216 264	216 264	216 264
Traitement des eaux usées	25	125 500	100 660	123 133	223 793	223 793	213 035
Réseaux d'égout	26	13 500	19 842	309 968	329 810	329 810	322 535
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	93 468	97 091		97 091	97 091	97 534
Élimination	28	78 142	81 352		81 352	81 352	80 480
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	48 691	53 198		53 198	53 198	51 940
Tri et conditionnement	30	25 546	26 162		26 162	26 162	23 873
Matières organiques							
Collecte et transport	31	52 518	56 294		56 294	56 294	36 295
Traitement	32	22 929	12 032		12 032	12 032	
Matériaux secs	33	66 149	24 687		24 687	24 687	10 874
Autres	34	3 375	3 375		3 375	3 375	3 464
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	57 759	46 738		46 738	46 738	46 398
Protection de l'environnement	38						
Autres	39	250	250		250	250	250
	40	824 666	796 956	747 460	1 544 416	1 544 416	1 476 346
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	2 000	1 410		1 410	1 410	3 837
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44	3 679	3 679		3 679	3 679	3 498
	45	5 679	5 089		5 089	5 089	7 335

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	172 230	164 000		164 000	164 000	225 557
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48	29 685	26 531		26 531	26 531	48 133
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	7 359	50 206		50 206	50 206	6 994
Tourisme	50	3 768	3 768		3 768	3 768	3 668
Autres	51						
Autres	52	31 100	31 512		31 512	31 512	4 290
	53	244 142	276 017		276 017	276 017	288 642
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	109 418	88 430	30 172	118 602	118 602	131 525
Patinoires intérieures et extérieures	55	18 245	19 336		19 336	49 353	52 612
Piscines, plages et ports de plaisance	56						
Parcs et terrains de jeux	57	68 034	73 009	40 190	113 199	113 199	82 056
Parcs régionaux	58	14 541	14 619		14 619	14 619	13 924
Expositions et foires	59	3 850	2 937		2 937	2 937	290
Autres	60	19 600	16 187		16 187	16 187	17 664
	61	233 688	214 518	70 362	284 880	314 897	298 071
Activités culturelles							
Centres communautaires	62						
Bibliothèques	63	29 558	26 130	8 038	34 168	34 168	40 004
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	5 539	4 961		4 961	4 961	5 068
	67	35 097	31 091	8 038	39 129	39 129	45 072
	68	268 785	245 609	78 400	324 009	354 026	343 143

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	762 070	729 054		729 054	730 715	749 366
Autres frais	71	36 686	53 124		53 124	53 124	41 397
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73						
	74	798 756	782 178		782 178	783 839	790 763
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	1 128 457	1 148 676	(1 148 676)			